



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

03-08-2017

STX : seule solution, la Nationalisation définitive

Depuis le 27 juillet il n'est question dans les médias que de l'annonce du gouvernement Macron de faire jouer, **à court terme**, son droit de préemption sur les chantiers navals de

Saint-Nazaire. Il n'est plus question que de la "*nationalisation*" de STX "*décidée*" par Macron, qui s'offre à bon prix une image de défenseur de l'industrie française et des salariés !!!

Qu'en est-il en réalité ?

En octobre 2016, STX France, filiale française du groupe coréen STX Offshore and Shipbuilding, est mise en vente (cf. Communiste Hebdo n° 473). L'Italien Fincantieri est choisi comme repreneur.

En avril 2017, le gouvernement de Hollande valide l'accord qui prévoit une nouvelle répartition des parts de la société : 48% pour Fincantieri (détenu à 71,6 % par l'État italien), 7% pour Fondazione CR Trieste (qui possède 1 million d'euros d'actions "Fincantieri"), 33% pour l'État français, 12% pour Naval Group (ex-DCNS, spécialiste français de la construction navale

militaire). L'accord prévoit un droit de préemption de 60 jours, permettant à l'État de revenir sur sa décision en rachetant les parts du repreneur.

Fincantieri est le principal concurrent des chantiers navals de Saint-Nazaire. Le groupe italien possède 20 chantiers sur quatre continents : en Norvège, en Roumanie, au Vietnam, aux États-Unis, au Brésil et en Chine. En 2016 Fincantieri s'est associé, au sein d'un joint venture (1), avec une entreprise publique chinoise de construction navale. Cette structure permet aux deux groupes de collaborer et d'échanger leurs savoir-faire, sans que cela soit considéré comme une entente.

Fincantieri est un des plus grands employeurs européens du secteur avec 19.000 salariés, dont 7.500 en Italie, auxquels s'ajoutent 80.000 salariés chez les sous-traitants. Le carnet de commandes est de 24 milliards d'euros et assure cinq ans de travail.

Pour seulement **79,5 millions d'€**, Fincantieri **s'offre STX**, qui a un ***carnet de commandes de 12 milliards et qui assure du travail jusqu'en 2026.*** Il **augmente ses possibilités de production** : Saint-Nazaire est le seul chantier naval à posséder une cale permettant de répondre aux appels d'offres des compagnies de croisières se lançant dans la "course au plus gros paquebot". Il s'empare d'une entreprise de 2600 salariés - hors intérimaires- ayant une forte implantation régionale, **plusieurs centaines de PME de Loire Atlantique** sous-traitantes du chantier naval STX **emploient plus de 6000 salariés surexploités.**

Macron chantre de la nationalisation ?

Le programme du gouvernement Macron est sans ambiguïté : "Tout pour les patrons des multinationales, tout pour le capitalisme", il envisage 10 milliards d'euros de privatisations, il ne reste plus à vendre que quelques "entreprises stratégiques" et des services publics. Les ordonnances que son gouvernement veut mettre en place et qui cassent les conquêtes sociales, le code du travail, qui livrent les travailleurs à la surexploitation des patrons ne laissent

aucune illusion sur sa politique vis à vis de STX. **La préemption ne sera que temporaire pour permettre de prolonger la négociation avec Rome et qui ne se fera pas à l'avantage des travailleurs. Les déclarations du Ministre de l'Economie sont claires.**

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des finances, et Castaner, porte parole du gouvernement, ont répété : *La décision de préemption que nous venons de prendre est une décision temporaire, pour nous donner du temps pour une meilleure négociation et un bon accord. Les chantiers navals de Saint-Nazaire n'ont pas vocation à rester sous le contrôle de l'Etat (...). L'objectif n'est pas de nationaliser STX»*

Les questions en jeu sont - la concurrence intercapitaliste, il faut un nouvel accord qui inclue les entreprises capitalistes françaises au capital de STX.

- La construction d'une européenne de la défense **objectif de Macron, la mission de Bruno Le Maire a Rome était d'élargir les discussions concernant le dossier STX France à une coopération militaire.**

A aucun moment il n'a été question de protéger un site industriel stratégique ni de défense des salariés ce n'est pas la politique de Macron pas plus à STX qu' à GM&S ou ailleurs.

Dans les négociations avec Fincantieri il n'a jamais été question de garantie du maintien de l'emploi et des savoir-faire, ni des salaires...

Les **partis politiques** ont approuvé la décision du gouvernement Macron, de la France Insoumise jusqu'au Front National ils approuvent tous le gouvernement : Mélenchon a salué la bonne décision du gouvernement de nationaliser temporairement les chantiers STX, le Front National salue la décision du gouvernement de nationaliser les chantiers de Saint-Nazaire.

Les syndicats ne sont pas en reste, CFDT, FO sont d'accord : décision qui s'imposait *temporairement* (CFDT), Jean-Claude

Mailly, a salué une nationalisation "nécessaire", une "bonne décision". Seule la CGT, 1er syndicat de STX, n'est "pas plus rassurée" par la préemption que par la répartition de l'actionnariat initialement proposée. Le développement de l'industrie navale et de STX passe par des créations d'emplois, des politiques de formation, l'augmentation des salaires.

STX propriété de Fincantieri ou préempté par le gouvernement Macron sera toujours entre les mains des multinationales capitalistes, les travailleurs seront toujours surexploités pour gonfler les profits des capitalistes.

Les chantiers navals doivent être entièrement nationalisés, gérés par le peuple, c'est le seul moyen d'instaurer une véritable politique de développement de la filière industrielle navale répondant aux besoins de la société.

Il faut prendre les moyens de production et d'échange aux multinationales industrielles et financières, il faut que les secteurs clés de l'économie et de la finance soient gérés et contrôlés par le peuple.

(1) Filiale commune entre deux ou plusieurs entreprises dans le cadre d'une coopération économique internationale.